

**Investissements pour les entreprises**

---

Lorsque vous investissez dans une entreprise, les règles fiscales qui s'appliquent sont différentes de celles qui s'appliquent aux investisseurs privés.

Par conséquent, il est important de ne pas perdre de vue un certain nombre d'aspects fiscaux.

- L'impôt sur les sociétés au taux réduit

Si une société répond à un certain nombre de conditions, celle-ci peut bénéficier d'un taux progressif réduit destiné aux entreprises.

L'une de ces conditions stipule que la société ne doit pas être considérée comme une société financière. C'est le cas lorsqu'elle détient des actions dont la valeur d'investissement est supérieure à 50 % de ses capitaux propres. Le taux réduit n'est pas remis en question lorsque la société investit assez dans des obligations ou des fonds d'obligations.

- Déduction des intérêts notionnels

La déduction des intérêts notionnels est la déduction des intérêts fictifs sur les capitaux propres. Pour l'année d'imposition 2017 ce taux d'intérêt fictif s'élève à 1,131% (1,631 % pour les PME). La législation a prévu un certain nombre de corrections sur les capitaux propres pour éviter des abus. Les investissements d'une société ne générant pas de revenus périodiques, doivent être exclus de la base servant au calcul de la déduction des intérêts notionnels.

Par conséquent, les produits de capitalisation doivent être soustraits des capitaux propres pour le calcul de la déduction des intérêts notionnels.

Cependant, ce principe ne s'applique pas aux fonds de distribution, aux obligations et aux actions.

- Moins-values et plus-values

Un revenu dans une entreprise est taxé au prorata de l'impôt sur les sociétés (c'est-à-dire, au taux de droit commun de 33,99% ou au taux progressif réduit).

Ce produit peut prendre la forme d'un intérêt, une plus-value sur une obligation, etc. Les moins-values réalisées peuvent être déduites dudit produit.

Les plus-values sur actions sont uniquement exonérées si certaines conditions sont remplies. Les actions doivent, entre autres, être en pleine propriété d'une structure de société et pendant une année entière et sans interruption. Si les conditions ne sont pas remplies un taux de 0,412%, 25,75% ou 33,99% sera d'application en fonction des conditions non-remplies. Les moins-values réalisées sur les actions ne sont pas déductibles. Les coûts de transaction et les frais de gestion sont des charges déductibles pour l'entreprise.

**Pour plus d'informations vous pouvez contacter notre service fiscal juridique au numéro + 32 (0)3 241 09 82.**